

**SYNTHÈSE DE LA DISCUSSION DU FSN FORUM**  
**IMPACT DE LA FLAMBÉE DES PRIX ALIMENTAIRES ET**  
**MESURES POLITIQUES**  
**DU 18 AVRIL AU 30 MAI 2008**

**Sommaire**

I.	Questions soulevées par les membres .....	1
II.	Situations nationales et réponses politiques .....	2
III.	Suggestions pour avancer.....	3
IV.	Guide d'action au niveau des pays de la FAO et commentaires des membres .....	6
V.	Références .....	6

**I. QUESTIONS SOULEVÉES PAR LES MEMBRES**

---

- Comme les agriculteurs ne fixent pas le coût des produits, la hausse des prix alimentaires n'a pas vraiment d'impact positif sur leurs revenus. Dans de nombreux pays en développement, l'agriculture est le fait du groupe d'agriculteurs pauvres le moins actif, qui utilise des méthodes culturales primitives, parce que le groupe le plus entreprenant est parti vers les villes. (C. Kizza)
- L'ouverture des marchés, surtout agricoles, présente un risque considérable pour les pays en développement. (M. Ferry, M. G. Porchini) Les pays pauvres ne participent pas à la « libre concurrence » à partir des mêmes bases que les pays développés. (M. G. Porchini)
- Ne regarder que les opportunités sur lesquelles la crise pourrait éventuellement déboucher détourne de la racine du problème et donc risque fort d'aboutir à proposer des solutions qui ne tiennent pas compte de la question principale : une véritable autosuffisance alimentaire. (M. Ferry)
- Concernant les réponses à la crise, la focalisation sur l'action au niveau des pays s'inscrit dans un schéma à long terme d'évasion de la responsabilité internationale. (G. Kent)
- Il existe suffisamment de données sur les biomarqueurs à surveiller pour changer le statut maternel et nutritionnel de l'enfant chez les pauvres des zones urbaines - le QUI, QUOI, OÙ ET COMMENT. En fait, les systèmes africains de surveillance et d'alerte rapide relatifs à la sécurité nutritionnelle tendent à se focaliser sur les régions rurales (et sur l'Afrique de l'Est et du Sud, moins dépendantes des aliments importés), car leur taux de malnutrition est souvent le double de celui des zones urbaines. (C. Teller)
- Les potentiels agricoles (par exemple, au Nigeria, en Ouganda, au Mexique, etc.) sont largement sous-utilisés. (B. A. Olunlade, C. Lagu, M. G. Porchini)
- Les problèmes de stockage et de transport des denrées alimentaires entraînent un gaspillage. (D. M. Castillo)

## II. SITUATIONS NATIONALES ET RÉPONSES POLITIQUES

---

- **Cameroun** : diverses mesures ont été prises pour améliorer la production et abaisser le prix des denrées alimentaires de base (on trouvera des informations à jour sur le site du quotidien national *Cameroon Tribune* à l'adresse : <http://www.cameroon-tribune.net/edition.php?lang=Fr&oled=j02062008>).
- Les principales mesures sont les suivantes :
  - Production d'huile de palme : aide aux producteurs pour l'acquisition de plants et d'engrais, 50 % de réduction de l'impôt appliqué aux sociétés productrices d'huile de palme
  - Prix de gros et de détail imposés pour certaines denrées alimentaires de base
  - Normalisation des unités de mesure utilisées par les commerçants (un verre doseur standard pour la vente de riz au détail a récemment été lancé sur le marché)
  - Réduction des taxes à l'importation sur les denrées de base telles que le riz, la farine de froment et le ciment
- **Éthiopie** : depuis 2005, le programme *Productive Safety Net* fournit des quantités prévisibles d'argent ou de denrées alimentaires (ou un mélange des deux) à plus de 5 millions de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire permanente.  
**Impact positif** : il augmente le revenu des pauvres et on pense qu'il exerce un impact positif sur la demande effective de ses bénéficiaires.  
**Impact négatif** : on reproche à cette injection d'argent d'avoir contribué à la hausse des prix, au niveau local et national, en 2006/2007. Dans certains cas, le gouvernement et les donateurs ont même dû revoir les sommes allouées aux pauvres pour enrayer la hausse des prix. Suivant le même raisonnement, de nombreux ménages pauvres ont préféré recevoir de la nourriture plutôt que de l'argent pendant cette période. (A. Asfaw)
- **Caraïbes** : la plupart des pays de la région s'efforcent de maîtriser les prix alimentaires en évitant la spéculation et en diminuant les taxes. Les gouvernements locaux ont du mal à faire face à la situation. Par exemple, certains membres élevés du gouvernement ont démissionné après la publication dans la presse de la situation à Haïti. (G. R. Marques)
- **El Salvador** : différents secteurs de la société proposent des solutions aux prix alimentaires élevés. Deux d'entre elles, (1) augmenter la production nationale de sorgho pour remplacer le maïs jaune dans la préparation des aliments concentrés destinés aux animaux et (2) supprimer les droits de douane sur la farine de froment importée, ont été approuvées et appliquées. (B. Sánchez) (Pour en savoir plus : [http://km.fao.org/fsn/resources/fsn\\_viewresdet.html?no\\_cache=1&r=411&nocache=1](http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=411&nocache=1))
- **Bangladesh** : en 2007, le prix du riz a augmenté de 32 %, celui de la farine de froment de 49 % et les autres denrées alimentaires ont enregistré des hausses variables, dont la plus forte, 57 %, a touché l'huile de palme. La poussée des prix a persisté en 2008. **Principales causes** : perte de récoltes en raison de catastrophes naturelles, aggravée par la flambée du marché international du riz.  
**Effets** : la crise a eu comme premier effet de provoquer une quasi famine dans les ménages pauvres, qui ne consomment pratiquement que du riz. La conséquence de cette **famine « nutritionnelle »** sera évidente sous la forme dévastatrice d'une malnutrition sévère dans quelques mois, surtout chez les jeunes enfants et les femmes enceintes et allaitantes.  
**Réponses politiques** :
  - Augmentation de la couverture et de la durée des programmes de filets de sécurité sociaux dans le pays, en particulier dans les régions frappées par le cyclone Sidr et par les crues

- Ventes sur le marché libre avec une subvention du riz de 10 Tk par kg et passage de l'allocation à 5 kg par personne et par jour contre 3 kg auparavant
  - Lancement dans tout le pays d'un programme de travail contre rémunération de 150 crore Tk (22 millions de dollars) destiné aux chômeurs pour l'exécution de petits travaux tels que réparation des routes, creusement de mares, etc.
  - Versement des subventions agricoles promises aux agriculteurs touchés par les crues et le cyclone Sidr. Le gouvernement a en outre importé 500 000 tonnes de riz d'Inde en plus des importations du secteur privé, dont le volume exact n'est pas encore connu avec certitude.
  - Le gouvernement envisage également toutes les mesures possibles pour promouvoir au maximum le riz national. (H. K.M. Yusuf)
- **Sierra Leone** : le riz est 60 % plus cher maintenant qu'au début de l'année. **Un des impacts** : en raison de la montée des prix, les enfants ne sont plus scolarisés pour économiser les frais de scolarité. Les autres aliments ne coûtent pas vraiment moins cher en raison des coûts de transport et de transaction entre les exploitations et la ville. **Réponses politiques** : le ministère des Finances a abaissé les droits de douane sur le riz de 15 à 10 % et utilise un taux fixe pour le coût du riz, indépendant du coût réel. Ainsi, le prix de la tonne de riz est fixé à 37,50 USD (environ). Cela représente une **grosse perte pour les revenus nationaux** et risque d'abaisser le prix du riz pour tous, riches comme pauvres. **Aucune donnée n'indique si cette baisse des droits de douane est répercutée sur les consommateurs** - et en particulier sur les pauvres, qui devraient en être les bénéficiaires cibles - et les producteurs de riz locaux perdent un peu de protection (et de signaux stimulants susceptibles de les inciter à produire davantage).

### III. SUGGESTIONS POUR AVANCER

---

- Les pays en développement devraient opter pour une réelle **autosuffisance alimentaire**. (M. Ferry, Harun K.M. Yusuf)
- Les options **non agricoles** paraissent **très difficiles à utiliser rapidement**, car elles nécessitent un décalage structurel de la réflexion des gouvernements des PMA. Ces gouvernements devraient, simultanément, trouver une solution relativement rapide et engager des solutions à moyen et long terme. (A. Asfaw)
- Pour résoudre la crise, il faut commencer par atteindre un **consensus sur les raisons des causes sous-jacentes de la flambée des prix alimentaires**, convenir que celle-ci exerce des répercussions importantes sur les **acheteurs nets** (et les consommateurs), ainsi que sur les **personnes démunies** des pays en développement et comprendre et contextualiser la **confluence de facteurs** au niveau des pays. La prochaine **stratégie** importante comportera deux volets (A. Asfaw) :
  - Premièrement, **les donateurs et les gouvernements devront s'efforcer d'intervenir rapidement, afin de contenir les prix** avant que nous assistions à un autre impact astronomique, sans attendre des statistiques officielles ou des indicateurs de résultats (comme la hausse des taux GAM). Les **solutions immédiates générales** telles que aide humanitaire, subventions, filets de sécurité sociaux et politiques commerciales demeurent pertinentes tant que nous manquons d'informations précises pour traiter ce problème fondamental. De ce fait, en l'absence d'informations supplémentaires pour préciser le ciblage, des erreurs d'inclusion et d'exclusion sont acceptables dans des lieux spécifiés, mais moyennant un coût supplémentaire.
  - Deuxièmement, il faudra **comprendre qui sont les consommateurs nets démunis (ruraux et urbains)**. Où sont-ils ? Combien sont-ils ? Quel est l'ordre de grandeur de l'impact actuel ? Quelles sont leurs sources de nourriture, de revenus et de

dépenses ? Quels autres chocs prédominent actuellement dans leur contexte local ? De quels types de mécanismes d'affrontement se servent-ils traditionnellement et lequel sont-ils en train d'utiliser pour faire face à la flambée des prix alimentaires ou à d'autres chocs ? Une approche globale ne s'avérera peut-être pas judicieuse quand nous disposerons de suffisamment d'informations pour agir et que les ressources seront dirigées efficacement vers des pauvres sélectionnés.... Les solutions à moyen et long terme demeureront pertinentes pour s'attaquer aux problèmes sous-jacents (changement météorologique et climatique, augmentation de la demande des marchés émergents mondiaux, etc.).

- Les mesures politiques doivent couvrir l'intégralité de la galaxie des sociétés humaines à tous les niveaux, depuis l'international jusqu'aux ménages en passant par le régional et le national. (H K.M. Yusuf, L. Bhattacharjee) :
  - **Niveau international** : l'offre ne suffit pas à elle seule à expliquer la crise. La situation mondiale des prix du riz a été aggravée par l'interdiction des exportations de cette denrée dans plusieurs pays exportateurs. Il est important que la communauté internationale **se demande** s'il convient de considérer comme une marchandise relevant du marché boursier une denrée alimentaire telle que le riz, qui constitue l'aliment de base de plus de la moitié de la population de la planète. **La famine ne découle pas véritablement d'un déficit d'offre alimentaire, mais d'une gestion du marché sérieusement déformée. Ce point devrait figurer à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la communauté internationale** (par exemple, assemblée de la FAO début juin).
  - **Niveau régional** : les organismes de coopération régionale de la SAARC (*South Asian Association for Regional Cooperation*) ne sont pas intervenus activement dans la crise alimentaire.
  - **Niveau national** : les pays doivent atteindre l'autosuffisance alimentaire. Au Bangladesh, les intrants agricoles (semences, engrais, irrigation, etc.), l'alimentation électrique des pompes, les subventions, une bonne gouvernance, des programmes de filets de sécurité sociaux bien ciblés, les capacités de stockage, l'approvisionnement interne, ainsi que l'équilibre entre intérêts des producteurs et des consommateurs, constituent maintenant des priorités de l'agenda des mesures politiques du gouvernement pour les années à venir. **Une bonne politique gouvernementale constitue donc un facteur essentiel** pour décider du destin de la sécurité alimentaire, nonobstant les liens avec des facteurs externes de la scène internationale.
  - **Niveau des ménages** : les ménages aussi ont un rôle à jouer dans leur sécurité alimentaire par l'intermédiaire de leur sensibilisation à la **diversité nutritionnelle et à la nutrition**. Par exemple, il faudrait encourager les populations des pays consommateurs de riz à se tourner plutôt vers des aliments nutritifs et énergétiques produits localement quand le riz est cher. Ainsi, au Bangladesh, on inciterait toutes les couches sociales à manger davantage de pommes de terre.
- En dépit de la complexité de la crise, certains secteurs s'entêtent à appliquer des **solutions simples** (diminuer les droits de douane, interdire les exportations) **sans mener une bonne analyse des gagnants et des perdants**. Cet aspect analytique, surtout dans les ONG, pourrait constituer un **domaine utile de renforcement des capacités**. Une boîte à outils analytiques serait particulièrement bienvenue. Cela pourrait constituer un **bon thème de discussion** au sein de l'Alliance internationale contre la faim soutenue par le FIDA, la FAO, le PAM et le *World Biodiversity Centre*. (K. Gallagher)
- Face à une hausse rapide des prix, **la fourniture de fonds pourrait s'avérer plus sensée que celle de nourriture**. Les organismes désireux d'améliorer l'alimentation des bébés et des enfants devraient verser des fonds dans ce but aux organismes locaux responsables et les laisser décider de leur emploi. **Le financement pourrait venir de l'extérieur, mais le contrôle de ses modalités d'utilisation serait localisé, dans la mesure du possible**. (G.

Kent)

- Il faudrait reformuler une approche mondiale qui définirait des **buts élevés, tels que la protection de la culture et l'autosuffisance alimentaire afin de garantir la santé et l'éducation pour tous**, sans nier les intérêts commerciaux légitimes. (M. Ferry, M. G. Porchini, C. Lagu)
- Mettre en œuvre des idées de « **développement des petites villes** » dans le cadre des solutions globales de développement rural des gouvernements (A. Asfaw)
- La plupart des gouvernements des pays en développement continuent à considérer l'alimentation et la nutrition comme relevant davantage du bien-être que du développement. Pendant cette crise alimentaire, il est important de les envisager dans une **perspective de droit de l'homme**. (F. Adetunji)
- Se lancer dans une production agricole très diversifiée afin de rendre les denrées alimentaires disponibles à un coût abordable, même pour les pauvres (E. Chris)
- Il faut impérativement mettre en place des réglementations d'urgence pour garantir l'offre alimentaire, telles que subventions, taxes, commissions, etc. Ces mesures seraient à combiner avec d'autres à moyen et long terme, telles que exploitation optimale des potentiels agricoles (terres, climat), allocation des ressources au développement des terres agricoles dans le but d'augmenter véritablement la production... (M. G. Porchini)
- Il faut mener des actions de lutte contre la **sous-alimentation afin de modifier les pratiques réelles d'assistance nutritionnelle ou alimentaire**. (S. Doyon)
- Si importantes les politiques internationales soient-elles, il **faut insister davantage sur les politiques nationales**, d'abord parce que les États s'engagent en général davantage à leurs politiques internes (nationales) qu'à celles décidées à l'échelon international, ensuite parce que la diversité des spécificités politiques, sociales, écologiques, etc., de chaque pays appelle des mesures et des politiques différentes, à court et long terme. (S. Salim)
- La « **bonne gouvernance** » constitue l'un des facteurs les plus importants pour résoudre les crises liées à la hausse des prix alimentaires. Les erreurs de gestion des fonctionnaires sont les principaux responsables de la répartition inégale et de l'importation/exportation des céréales dans les pays en développement. (S G Abbas)
- **Il faudrait considérer l'agriculture comme un secteur national (ou régional) protégé.** L'agriculture familiale à petite échelle peut être aussi concurrentielle que la meilleure agriculture industrielle, et même plus, compte tenu des externalités sociales et environnementales. (M.Ferry)
- Pour le **Nigeria**, dont le paysage politique est instable, la priorité est la stabilisation politique, le développement de l'économie agraire nationale venant immédiatement après.(T. Olunlade)
- En **Ouganda**, des politiques inadaptées ont fait baisser la production de denrées alimentaires. Le Gouvernement ne prête pas une attention suffisante à l'agriculture depuis longtemps. Son inaction et l'échec de ses politiques sont aggravés par les effets débilissants de la corruption dans toutes les régions et tous les secteurs. L'Ouganda devrait tirer les enseignements de l'expérience d'autres pays et **subventionner les intrants agricoles** pour dynamiser la production. (C. Lagu)
- **Sierra Leone** : appliquer des « **subventions astucieuses** » : augmenter les droits de douane sur le riz, puis se servir de l'argent récolté pour soutenir les écoles des quartiers les plus touchés, créer des programme de travail et renforcer la productivité/commercialisation de la production locale. (K. Gallagher)

#### IV. GUIDE D'ACTION AU NIVEAU DES PAYS DE LA FAO ET COMMENTAIRES DES MEMBRES

---

Par le biais de l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires, la FAO propose son assistance technique et politique aux pays en développement pour les aider à augmenter l'offre alimentaire pendant les saisons agricoles à venir. Un projet de Guide d'action au niveau des pays est en cours de préparation

([http://km.fao.org/fsn/resources/fsn\\_viewresdet.html?no\\_cache=1&r=418&nocache=1](http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=418&nocache=1) ).

Ses consignes visent à fournir aux personnes qui participent à la conception des plans d'action nationaux des orientations pour faire face à la hausse des prix alimentaires.

On trouvera les commentaires de C. Lagu, R. Best et F. Leonardi sur le projet de consignes dans le tableau de synthèse accessible à

[http://km.fao.org/fileadmin/user\\_upload/fsn/docs/FAO\\_FoodPricesGuide\\_DraftISFPGuide\\_withComments.doc](http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/FAO_FoodPricesGuide_DraftISFPGuide_withComments.doc)

▪ **Autres commentaires de F. Leonardi :**

- Une colonne pour le court/moyen terme et une pour le long terme seraient les bienvenues, car on peut ajouter de nombreuses mesures pour le long terme, mais cela n'est pas nécessairement utile à ce stade. - Marché ou production. - Réseau routier rural, marchés, irrigations ou changement de types de cultures...
- Côté politique, des idées sur le mécanisme des prix sont en cours de développement - prix plancher, prix plafond -, mais il est difficile de fournir un conseil général, car ces mécanismes sont étroitement liés à la taille du marché domestique, aux contraintes géographiques, à la part des importations/exportations, etc.
- À l'opposé, un mécanisme communautaire tel qu'une banque de semence ou de céréales pourrait aider à soulager les situations locales. On peut aussi mentionner l'achat en vrac/organisé - par l'intermédiaire du gouvernement ou non - afin améliorer le pouvoir de négociation concernant les intrants et des marchandises majeures.

- Autres commentaires par G. Kent : la flambée des prix alimentaires actuelle est un problème international, impossible à régler convenablement par une série d'actions non coordonnées dans chaque pays. Si tant est qu'il existe, il faut juxtaposer le plan ou le guide d'action mondial défini pour traiter la flambée des prix alimentaires au guide d'action au niveau des pays et voir comment mailler les deux.

#### V. RÉFÉRENCES

---

- **Food crisis in Niger 2005: what strategy for the future**, note de briefing (Z. Rhissa)  
[http://km.fao.org/fsn/resources/fsn\\_viewresdet.html?no\\_cache=1&r=417&nocache=1](http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=417&nocache=1)
- **High Food Prices: The What, Who, and How of Proposed Policy Actions**, IFPRI (A. Asfaw) [http://km.fao.org/fsn/resources/fsn\\_viewresdet.html?no\\_cache=1&r=429&nocache=1](http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=429&nocache=1)
- **Soaring food prices: facts, perspectives, impacts and actions required**, High Level Conference on World Food Security paper (B. Veillerette)  
[http://km.fao.org/fsn/resources/fsn\\_viewresdet.html?no\\_cache=1&r=432&nocache=1](http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=432&nocache=1)
- **Rediscovering Agriculture for Human Development** (C. Lagu)  
<http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/africa/uganda/name,3409,en.html>
- **Rising food prices in developing countries: causes, consequences and solutions**

<http://www.cirad.fr/en/actualite/communiqu.php?id=920>

- **Rising Food Prices, What Should Be Done?** <http://www.ifpri.org/pubs/bp/bp001.asp>
- **Rising food prices:Policy options and World Bank response**  
[http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingfoodprices\\_backgroundnote\\_apr08.pdf](http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/risingfoodprices_backgroundnote_apr08.pdf)